

SANTÉ | DEUXIÈME VAGUE | IDÉES
Publié le 24 octobre 2020, 06:00. Modifié le 25 octobre 2020, 15:17.

Deuxième vague: mais comment est-on revenus à la case départ?



par [Annick Chevillot](#)

Exceptionnellement, nous avons décidé de mettre cet article à disposition gratuitement de tous nos lecteurs, tant ces informations sont utiles pour comprendre l'épidémie en cours. L'information a néanmoins un coût, n'hésitez pas à nous soutenir en vous abonnant.

Le 16 mai, dans un édit, j'avais pris le pari: il n'y aura pas de deuxième confinement. J'y détaillais la stratégie qui permettrait d'éviter un retour à des mesures aussi drastiques. Aujourd'hui, force est de constater que j'ai en partie perdu mon pari. Nous courons tous ensemble à grandes enjambées vers un isolement généralisé qui ne porte pas encore le nom de confinement, mais qui en aura bientôt tous les atours.

Restrictions, couvre-feux, interdictions ciblées, fermetures, etc. Chaque canton muscle son dispositif en augmentant encore d'un cran la confusion qui règne autour de la gestion de l'épidémie. La situation relève du paradoxe et rappelle la philosophie Shadok: «Il vaut mieux pomper même s'il ne se passe rien que risquer qu'il se passe quelque chose de pire en ne pompant pas»!

Le confinement semble la seule issue même si personne ne veut repartir pour un tour de manège immobile. Les médecins lâchent les uns après les autres le même discours, «on sait que le confinement, ça marche pour stopper la transmission du virus». L'OFSP se prépare à cette éventualité. Alain Berset l'a évoquée en conférence de presse, avant de rétro-pédaler le lendemain. Le sujet est brûlant, explosif même. Le constat est amer car il signifie que nous, en tant que société, n'avons pas tiré les leçons du printemps.

Pourtant, début mai, le Parlement imposait une feuille de route contraignante au Conseil fédéral pour «Une stratégie de prévention et de crise basée sur les risques afin de lutter contre les maladies transmissibles». Sur le papier, c'était parfait: la Suisse se dotait d'une stratégie forte et nationale après les mesures dictées par l'urgence.

Cinq mois plus tard, force est de constater que ça ne marche pas. On revient aux restrictions en confondant mesures urgentes et plans d'action, et en évitant soigneusement de remettre en cause la stratégie de retraçage des contacts mise en place! Pour Alain Berset, elle est plus utile que jamais, lui qui n'hésite pas à sermonner les cantons incapables d'effectuer un travail de Sisyphe qui s'apparente, comme me le disait un médecin cette semaine, «à vouloir remplir un volcan en éruption avec des camions de sable.»

Mais comment en est-on arrivé là? Mes pistes de réflexion pour comprendre:

La TTIQ – pour tests, traçage, isolement et quarantaine – a clairement échoué. Dans son dernier «policy brief», la task force scientifique de la Confédération relève, «l'effondrement temporaire de la stratégie TTIQ implique que le dépistage, l'isolement et la quarantaine ne contribuent pas de manière substantielle au ralentissement de l'épidémie à l'heure actuelle». Pas parce que cette stratégie ne fonctionne pas – elle s'est montrée efficace contre Ebola, notamment – mais parce qu'on ne s'est pas donné les moyens de la mener vraiment! Le Conseil fédéral s'est vu confier cette tâche par le Parlement; la patate chaude a été rapidement déléguée aux cantons proches de leurs populations et des foyers infectieux. Mais avec quel contrôle de la part de la Confédération? Les équipes ont-elles été suffisamment dotées dès le départ? Quelles preuves d'efficacité a-t-on? Combien de chaînes de transmission du virus ont été rompues grâce à cette stratégie et avec quels bénéfices sur l'évolution de l'épidémie? Les cantons et la Confédération sont dans une logique d'action-réaction et face à la nouvelle urgence n'arrivent pas à analyser l'ensemble de cette stratégie: les cantons sont logiquement focalisés sur l'adaptation de leurs dispositifs à la hausse exponentielle du travail à fournir et la Confédération constate simplement les dégâts. Seule la task force ose parler d'effondrement temporaire.

Les tests. L'OFSP désire tester, tester, tester jusqu'à atteindre des capacités quotidiennes de 40'000 dépistages par jour. Si les tests sont gratuits pour la population, la Confédération verse un forfait de 169 francs l'unité aux assurances-maladie. La Confédération envisage donc de dépenser 202'800'000 francs par mois pour les seuls tests. Soit le coût d'un avion de chasse par mois! Vu l'investissement légitime consenti, on aurait pu calibrer les tests au plus juste pour ne capter que les personnes infectieuses. Cela aurait permis de faciliter la tâche en aval, pour la mise en quarantaine et le *contact tracing*.

La task force scientifique. Elle avance à pas feutrés dans sa mission d'organe consultatif pour l'OFSP et le Conseil fédéral. Ce dernier a entendu son appel du 16 octobre pour agir. Mais les précédentes recommandations semblent avoir été ignorées. Matthias Egger, l'ancien patron de la task force, a livré sur Twitter un constat sans appel... Oui, la situation actuelle aurait pu être évitée si certaines recommandations émises en avril, en juin, en juillet, avaient été prises au sérieux: «Malheureusement, les mesures ont été immédiatement levées fin juin, et aucune mesure n'a été réintroduite en juillet, août ou septembre. Ainsi, l'occasion de prévenir ce qui a suivi en octobre a été malheureusement manquée.»

La population. Elle s'est forgée un avis depuis le mois de mars et le clivage brutal qui s'installe s'évalue au niveau de trouillomètre de chacun et des capacités à comprendre la situation. Tout le monde a un avis sur l'épidémie, fondé ou non. Reste que les gens sont confrontés à des injonctions contradictoires, la situation les pousse à la délation (phénomène qui a même inquiété la police genevoise) et les rend responsables de l'évolution de l'épidémie. L'incompréhension et le poids de cette responsabilité génèrent de l'agressivité et des comportements de rejet massif.

SwissCovid fonctionne-t-elle? L'application représente un outil utile pour détecter les contacts de personnes testées positives, mais elle doit être utilisée pour cela. L'OFSP pense qu'il faudrait que 3 millions d'applications soient activées dans le pays pour assurer un fonctionnement vraiment efficace: on était à 1,8 million le 22 octobre. Et malgré les presque 2 millions d'applications actives, la courbe du nombre de codes Covid saisis dans l'application est plate, alors que la courbe d'infections dans la population explose. Est-ce que les gens ne saisissent pas leurs codes ou est-ce que les utilisateurs de l'app' représentent une population à part qui ne se mélange pas avec les autres?

La faute à qui? L'attitude qui consiste à reporter la faute sur les autres est bien connue dans le système de santé suisse, où tous les acteurs expliquent aux autres ce qu'ils doivent faire pour légitimer leur propre inaction. Eh bien, on a assisté exactement au même phénomène avec l'épidémie de Covid-19 depuis quelques mois. Une nouvelle tendance s'amorce pourtant, plus globale, plus concertée, mais cantons et Confédération ne naviguent toujours pas dans la même direction. Le chemin de crête est ardu et personne ne semble encore avoir trouvé la solution.

Et maintenant? Il faut sérieusement questionner le coût – et pas que financier, mais aussi humain et social – de la stratégie actuelle par

rapport à ses bénéfices et son efficacité pour l'ensemble de la société;
soutenir les hôpitaux pour que la digue sanitaire n'explose pas et
arrêter de penser que le problème, c'est les autres!

Coronavirus **Covid-19** **Deuxième Vague**
